

La France doit redécouvrir la langue arabe - Enseignement, culture

vendredi 21 février 2020, par [COULON Jean-Charles](#), [TOELLE Heidi](#) (Date de rédaction antérieure : 7 janvier 2015).

Un atout délaissé · Comment communiquer et créer des ponts quand on ne peut pas échanger ni se comprendre ? Les auteurs de cette tribune dénoncent les conséquences du délaissement de l'enseignement de la langue arabe en France, l'une des langues les plus parlées au monde, et appellent à un tournant politique.

Écouter les élites politiques et certains médias français parler du monde arabe est un spectacle consternant qui en dit long sur l'ignorance et le mépris dont la culture et la civilisation arabes font actuellement l'objet. Ainsi, l'actuel président de la République, François Hollande, rebaptise « Daech » du nom de « Dash », et on se souviendra de l'intervention de Nicolas Sarkozy [1], alors ministre de l'intérieur, au cours de laquelle il a qualifié les sunnites d'« ethnies » et s'est avéré incapable de différencier sunnites et chiites. Et ne parlons pas des spécialistes autoproclamé(e)s, bien implanté(e)s dans les médias, qui dénigrent du haut de leur ignorance le travail de chercheurs spécialistes à la compétence internationalement reconnue.

Enfin, les Occidentaux se glorifient d'avoir éliminé des dictateurs laïcs, mais entretiennent les meilleures relations avec les pires dictateurs théocratiques [2], voire esclavagistes. Aucune réflexion n'est menée sur la politique irresponsable des Occidentaux — dont la France —, alors qu'elle a conduit à la situation catastrophique dans laquelle se trouve actuellement le monde arabe et musulman et a un effet néfaste sur le climat social en France. Ne serait-il pas mieux que conseillers politiques, diplomates et journalistes aient une formation adéquate, voire une connaissance approfondie de la langue, de la culture et de l'histoire du monde arabe et musulman ? Or, quand on examine ce qui se passe au niveau des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche, on ne peut que déplorer que les choses n'aillent pas dans le bon sens.

« L'arabe n'est pas seulement la langue du Coran et des enseignements du Prophète ; elle est aussi celle d'une culture vieille de plus de 1500 ans. »

En effet, des années 1970 à aujourd'hui, plus il y a d'élèves d'origine arabe en France, et parmi eux d'élèves désireux d'apprendre l'arabe, moins il y a de cours et de professeurs d'arabe dans le secondaire. Ainsi, en 2014, environ 9 000 élèves sur presque 5 millions et demi étudient l'arabe dans le secondaire, soit approximativement 0,16 %. Or, on sait que les élèves qui apprennent l'arabe en France sont en réalité beaucoup plus nombreux : ils l'apprennent donc à la mosquée ou dans des cours privés, ce qui contribue à leur faire identifier l'arabe exclusivement comme une langue religieuse, la langue du Coran, et leur interdit d'en découvrir toutes les autres facettes. Faut-il souligner que l'enseignement de l'arabe dans l'école publique et dans les universités ferait comprendre aux élèves et aux étudiants que l'arabe n'est pas seulement la langue du Coran et des enseignements du Prophète, mais celle d'une culture vieille de plus de 1500 ans qui a, entre autres, produit l'une des plus grandes littératures du monde [3] — encore largement ignorée par les Français — et introduit une partie de la philosophie et des sciences grecques en Europe ?

Il serait donc temps d'inciter les principaux et proviseurs à créer des sections d'arabe. En effet, bon nombre d'entre eux refusent depuis des décennies de le faire par crainte que leur établissement ne se trouve méprisé et associé, dans l'imaginaire collectif, aux zones d'éducation prioritaire (ZEP). Il serait également temps de faire comprendre aux parents d'élèves et aux élèves eux-mêmes, quelle que soit leur origine, l'intérêt de s'ouvrir à une culture autre et d'apprendre à mieux connaître celle dont on est originaire. Ajoutons que l'enseignement de l'arabe dans l'école publique contribuerait certainement à l'ouverture d'esprit des élèves de toutes origines. Enfin, un tel enseignement constituerait une réelle reconnaissance de la culture arabe qui ne se résume pas à la religion, contribuerait sans doute à faire reculer les discriminations dont les Français d'origine arabe et/de confession musulmane sont actuellement victimes, entre autres, lors du recrutement dans le privé, mais aussi, hélas ! dans le secteur public, y compris dans les universités et les bibliothèques universitaires.

Cela aiderait aussi à briser les préjugés islamophobes que les médias ne cessent de propager, en se focalisant essentiellement sur les franges les plus extrémistes des musulmans et en donnant l'image simpliste d'un islam uniforme qui ne correspond à aucune réalité. Faut-il rappeler que ce sont entre autres ces préjugés et ces discriminations qui contribuent à créer un climat social de plus en plus délétère ? Cette situation conduit inévitablement à l'intériorisation du mépris subi et décourage souvent nos concitoyens d'origine arabe à s'investir pour mieux connaître leurs racines de peur de se retrouver *ipso facto* marginalisés ou soumis à la suspicion. Seule une volonté politique claire peut améliorer la situation en incitant les responsables concernés à changer d'attitude à l'égard de l'enseignement de la langue et de la culture arabes.

Signes du déclin des études arabes en France : dans les années 1970, il existait encore une option « arabe première langue », alors que depuis les années 1990 l'arabe n'existe plus que comme option en troisième langue et exceptionnellement en deuxième langue, et ce dans un nombre très réduit d'établissements. Or, cette langue est extrêmement riche sur le plan lexical et passablement complexe sur le plan morphologique, si bien que les conditions actuelles d'apprentissage de l'arabe — et d'autres langues — ne permettent pas de les maîtriser véritablement à l'issue de trois ou quatre années de lycée. Et ce d'autant moins que la dégradation générale de l'enseignement de la grammaire, du latin et du grec ancien rend plus difficile encore l'apprentissage de langues étrangères telles que l'allemand, l'arabe et le russe, pour ne citer qu'elles. Ce constat vaut également pour les quelques diplômés d'université (DU) qui sont censés permettre de rattraper, en un ou deux ans, les années de lycée. Ces DU rendent certes de grands services, mais ne sont qu'un piètre substitut à une formation plus étalée dans le temps.

« Qu'il s'agisse d'enseignement de la langue, de linguistique, de littérature classique et moderne, d'histoire moderne et contemporaine, d'islamologie, de sociologie ou d'anthropologie, la situation est catastrophique sur l'ensemble de la France. »

La faiblesse de l'enseignement de l'arabe dans le secondaire a, par ailleurs, pour conséquence le nombre ridiculement bas de postes ouverts à l'agrégation correspondante : quatre en 2010, trois en 2011, deux depuis 2012, pour ne parler que des quatre dernières années. La situation est encore pire pour le Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (Capes) d'arabe qui, sous le fallacieux prétexte d'une absence de demande, a carrément été supprimé en 2011 et 2013. Quant aux années 2012 et 2014, le nombre de postes y a été réduit respectivement à un seul et à deux. Ajoutons que 60 % des enseignants sont « titulaires sur zones de remplacement » (TZR).

À l'université, 6 000 à 8 000 étudiants sur un total de 2 millions et demi, soit environ 0,33 % dans une hypothèse haute, s'engagent chaque année dans un cursus d'arabe dont un tiers en langues étrangères appliquées (LEA). Seules 25 universités sur 73 proposent un enseignement d'arabe, soit environ un tiers. En ce qui concerne les postes à l'université, qu'il s'agisse d'enseignement de la

langue, de linguistique, de littérature classique et moderne, d'histoire moderne et contemporaine, d'islamologie, de sociologie ou d'anthropologie, la situation est catastrophique sur l'ensemble de la France. Et pourtant, ce n'est pas faute de candidats sérieux, puisque nous connaissons des docteurs ayant soutenu d'excellentes thèses, qui se trouvent au chômage ou survivent grâce à de petits boulots n'ayant rien à voir avec leur spécialité et généreusement payés au Smic. Quel gâchis de compétences !

Cette situation lamentable décourage d'ores et déjà de nombreux étudiants pourtant prometteurs de s'engager dans la préparation des concours et/ou dans celle d'une thèse, et risque de conduire à terme au tarissement définitif du vivier des enseignants et chercheurs arabisants.

Malgré cette situation désastreuse, on arguera peut-être que le mépris à l'égard des sciences humaines en général et des études arabes en particulier se justifie par le fait qu'elles ne sont pas immédiatement rentables, étant donné que le savoir n'est plus envisagé que comme un moyen de produire de la richesse matérielle. Or, les relations commerciales, économiques et financières supposent bien souvent, pour être compétitifs et profitables, que l'on réussisse à établir des relations humaines respectueuses de la culture de l'autre. Autrement dit, même dans une perspective de « compétitivité », leitmotiv de nos politiciens et économistes, il arrive que les sciences humaines soient capables de prévenir des désastres économiques, sans parler du fait qu'elles ont contribué et contribuent encore à apaiser les conflits, à humaniser les échanges entre les cultures et à donner du sens aux rapports entre les nations et les citoyens - et ce dans une perspective à long terme.

Il serait donc temps et bienvenu que nos politiques se décident à investir dans l'avenir, en permettant aux sciences humaines, et plus particulièrement aux études arabes, de retrouver leur prestige et leur niveau d'excellence sévèrement mis à mal par une politique de courte vue, mise en œuvre hier par un gouvernement de droite et poursuivie, voire accentuée, par un gouvernement prétendument de gauche.

Jean-Charles Coulon, Heidi Toelle

P.-S.

- ORIENT XXI. 7 JANVIER 2015 :
<https://orientxxi.info/magazine/la-france-doit-redécouvrir-la-langue-arabe,0779>
- Jean-Charles Coulon. Chargé de collections pour le domaine arabe à la bibliothèque universitaire des langues et civilisations (Bulac/Inalco) ; secrétaire de rédaction de la revue *Arabica*.
- Heidi Toelle. Professeur émérite de littérature arabe moderne à l'université Paris III Sorbonne-Nouvelle ; directrice de la revue *Arabica*.

Notes

[1] Le 26 février 2007 sur BFM TV.

[2] <https://orientxxi.info/magazine/l-enlisement-funeste-de-la-politique-saoudienne,0593>

[3] <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/le-roman-de-l-arabie,0439>